



la science pour la vie, l'humain, la terre

Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement
Centre Val de Loire – 37380 NOUZILLY

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

La procédure de consultation est le marché à procédure adaptée selon les articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la Commande Publique

Objet du marché :
**CONTROLES REGLEMENTAIRES PERIODIQUES DES
EQUIPEMENTS DE VENTILATION AUX POSTES DE TRAVAIL**

**- CENTRE INRAE VAL DE LOIRE –
SITES de Nouzilly et Ardon**

SOMMAIRE

1. OBJET	3
2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	3
3. FORME DU MARCHÉ.....	3
4. CONTENU DES PRESTATIONS	3
5. DURÉE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	4
6. ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR)	4
7. MODALITÉS DE PAIEMENTS	4
7.1. Révision des prix	4
7.2. Nature des prix.....	5
7.3. Clause de réexamen.....	5
7.4. Evolutivité des bordereaux de prix	6
8. MODALITES ET CONDITIONS DE REGLEMENT	6
8.1. Echéancier de paiement.....	6
8.2. Transmission des factures.....	6
8.3. Modalités de règlement	7
8.4. Lutte contre les retards de paiement.....	7
9. PENALITES DE RETARD.....	7
9.1. Exigibilité des pénalités de retard.....	7
9.2. Calcul des pénalités de retard	8
10. CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET D'INSERTION SOCIALE	8
11. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	8
12. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
13. RESPONSABILITES ET ASSURANCES.....	9
13.1. Responsabilités	9
13.2. Assurances.....	9
14. LITIGES	9
15. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	9
ANNEXE : CLAUSES DE PROTECTION DES DONNEES ET SECURISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION	10

1. OBJET

Le présent marché a pour objet la réalisation des contrôles réglementaires périodiques des équipements de ventilation aux postes de travail des sites de Nouzilly et du Centre INRAE Val de Loire.

2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du Marché sont, par ordre décroissant de priorité :

- L'Acte d'Engagement et son annexe éventuelle en cas de sous-traitance ;
- Le Bordereau de prix unitaire ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
 - Son annexe relative aux clauses de protection des données et sécurisation des systèmes d'information
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe la liste des équipements ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures et Services en vigueur à la notification du marché ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes notifiés en cours d'exécution du marché.

3. FORME DU MARCHÉ

La procédure est passée selon des modalités librement fixées par le pouvoir adjudicateur en application de l'article L2123-1 et R2123-1 à R2123-7 du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant à bons de commande selon l'article R2162-2 et R2162-13 à R2162-14 du Code précité.

- Avec un seuil minimum de 15 000 € HT par année.
- Avec un seuil maximum de 30 000 € HT par année.

4. CONTENU DES PRESTATIONS

Les matériels faisant l'objet de contrôles réglementaires sont les suivants :

- Postes de Sécurité Microbiologique de Type I, II et HFL (PSM) ;
- Enceintes à flux laminaires verticaux et horizontaux ;
- Sorbonnes ;
- Enceintes pour Toxiques à Recirculation d'Air Filtré (ETRAF) ;
- Armoires ventilées ;
- Hottes aspirantes ;
- Bras aspirants ;
- Boîtes à gants.

Les prestations font l'objet d'un lot unique.

Le marché concerne uniquement la réalisation des contrôles réglementaires périodiques annuels sur les matériels concernés. Des contrôles complémentaires pourront être réalisés, sur demande, notamment à la suite de mises en conformité.

5. DURÉE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le marché est passé pour une période d'un an à compter de sa notification et pourra être reconduit tacitement, trois fois, pour une durée d'un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, avec un préavis de trois mois avant chaque date anniversaire du contrat pourra décider de sa non reconduction, par lettre recommandée avec accusé de réception. Le Titulaire ne peut pas refuser la fin d'exécution du marché.

6. ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR)

Lorsque les prestations de services sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011.

Cette réglementation prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif (ZRR). À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner de telles zones.

7. MODALITÉS DE PAIEMENTS

7.1. Révision des prix

Les prix indiqués à l'Acte d'Engagement sont fermes la première année et pourront être révisés annuellement à la date anniversaire du contrat à la demande du titulaire après application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \left(0.15 + 0.85 \left(0.50 \frac{\text{ICHT-IME}}{\text{ICHT-IME } 0} + 0.50 \frac{\text{EBIQ}}{\text{EBIQ } 0} \right) \right)$$

Dans laquelle :

- P : Prix révisés
- P0 : Prix initiaux du marché
- ICHT-IME : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques
- EBIQ : Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements – EBIQ
- ICHT-IME 0 et EBIQ 0, « mois zéro » : derniers indices connus à la date limite de remise des offres
- ICHT-IME et EBIQ : derniers indices connus à la date de révision du marché.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG fournitures et services, les prix du marché s'entendent hors T.V.A et sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres initiales appelé « mois zéro ».

Cette révision de prix prendra la forme d'une mise à jour du Bordereau de Prix du marché faite par le titulaire avec les tarifs révisés.

Pour être valable, le titulaire doit faire parvenir à INRAE un mois avant le début de la nouvelle période un nouveau bordereau de prix. Il devra être visé par les deux parties.

Si la mise à jour du Bordereau de Prix Unitaires n'est pas parvenue et validée à INRAE avant la facturation, le dernier bordereau validé à la date de la facture s'appliquera.

A tout nouveau prix, s'appliquent les conditions financières indiqués à l'acte d'engagement.

La représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité ni préavis, le marché, dès lors qu'elle aura constaté une augmentation du tarif supérieure à 3 % par rapport au dernier tarif en vigueur.

7.2. Nature des prix

Le marché est traité à prix unitaires par application des prix contenus dans le Bordereau de Prix Unitaire (BPU) en annexe 1 à l'Acte d'Engagement.

Les prix du marché sont réputés inclure tous les frais et taxes de toute nature ainsi que les sujétions de toute sorte incombant au titulaire du présent marché pour la correcte exécution de ses prestations, y compris les frais de déplacement.

Les prestations de contrôle annuel seront rémunérées, après service fait, par application des prix prévus au Bordereau de Prix annexé à l'Acte d'Engagement.

Les prestations exceptionnelles seront rémunérées, après service fait, par application des prix prévus au Bordereau de Prix unitaires, annexé à l'Acte d'Engagement appliqués aux quantités effectivement commandées par bon de commande expresse de INRAE.

Elles seront facturées à l'unité émettrice de la commande.

Les prestations qui n'auront pas été exécutées ou qui n'auront été exécutées que partiellement pourront donner lieu de plein droit à l'application de réfections sur les prix correspondants.

7.3. Clause de réexamen

En cas de circonstances imprévisibles, les clauses du présent contrat pourront faire l'objet de modifications de marché, en application des articles R2194-1, R2194-5 et R2194-8 du code de la commande publique.

Les conditions d'une telle modification de marché pourront notamment être réunies par la suspension, la disparition de l'indice de référence prévue au marché.

Un indice approprié à l'objet du marché pourra alors être proposé par le titulaire et substitué à l'indice initialement prévu au marché sous réserve d'acceptation du pouvoir adjudicateur.

Toute prestation supplémentaire non prévue au marché initial ou modification ayant trait à la situation juridique du titulaire ou encore toute modification d'une clause du marché rendue nécessaire, seront formalisées par voie de modification de marché, dans les limites de la réglementation.

7.4. Evolutivité des bordereaux de prix

En cours de marché, l'ajout ou le retrait de ligne sur les Bordereaux de Prix Unitaires sera possible à la demande de INRAE, en fonction de nouveaux besoins émergents en cours de marché, dans le cas d'ajout ou retrait de matériel.

Cet ajout ou retrait prendra systématiquement la forme d'une modification de marché accompagnée d'un nouveau Bordereau de Prix Unitaires annexé.

8. MODALITES ET CONDITIONS DE REGLEMENT

8.1. Echancier de paiement

Le paiement s'effectuera selon une facturation auprès de chaque unité de recherche après chaque prestation. Les factures devront correspondre à un bon de commande préalable pouvant être ajusté selon la prestation.

8.2. Transmission des factures

Le règlement des sommes dues au titre du présent marché sera effectué sur présentation de factures établies en un exemplaire unique à :

**INRAE Centre Val de Loire
SBFC – SERVICE FACTURIER
DOMAINE DE L'ORFRASIERE
37380 NOUZILLY**

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

La transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter **impérativement**, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les renseignements suivants :

- le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire,
- le numéro du marché et du bon de commande fournis par INRAE
- le nom et l'adresse complète de l'Unité INRAE destinataire des fournitures,
- la désignation de l'émetteur du bon de commande,
- la date de livraison,
- le montant HT des prestations réalisées
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total TTC
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les informations nécessaires à la transmission des factures à destination de INRAE-centre Val de Loire, via Chorus Pro, sont mentionnées dans le tableau suivant :

N° SIRET d'INRAE – centre Val de Loire	18007003900870
Code du service concerné à INRAE	FACTURES_PUBLIQUES (548580)
N° d'engagement juridique (N°de Bon de commande de la part forfaitaire)	Communiqué à la notification du marché (exemple : 45xxxxxxxxxxxxx)
N° TVA Intracommunautaire	FR 57 180 070039

8.3. Modalités de règlement

Le paiement interviendra dans les formes prévues par les règlements de la comptabilité publique.

INRAE se libérera des sommes dues par virement au compte bancaire ou postal ouvert au nom de la Société (joindre un RIB ou RIP).

Le comptable assignataire chargé des paiements est Monsieur l'Agent Comptable Secondaire du Centre INRAE Val de Loire - 37380 NOUZILLY.

8.4. Lutte contre les retards de paiement

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture dans les formes prescrites, sous réserve de la réalisation des prestations.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

De plus, outre les intérêts moratoires, une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement sera systématiquement versée dès qu'il y aura retard de paiement des sommes dues.

Toute suspension du délai de paiement par INRAE sera notifiée au titulaire en précisant les raisons et, le cas échéant, les pièces à fournir. Après régularisation par le titulaire, attestée par tout moyen, un nouveau délai de 30 jours court.

9. PENALITES DE RETARD

9.1. Exigibilité des pénalités de retard

Les pénalités dues par le titulaire, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration des délais contractuels définis, les prestations des titulaires ne sont pas entièrement réalisées ou

souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences du présent CCAP, quelle qu'en soit l'origine ou la nature. Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par INRAE ou en cas de manquement de INRAE à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure selon les modalités suivantes.

9.2. Calcul des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, tout manquement dû au non-respect des clauses et conditions du présent marché pourra donner lieu à l'application de pénalités définies comme suit :

- Non transmission du planning annuel d'intervention par rapport à la date convenue : 150 euros par semaine. La définition de la mise à disposition annuel du planning par le prestataire s'effectuera lors de la réunion de lancement du marché avec les référents INRAE et le titulaire ;
- Modification non justifiée ou non-respect du planning d'intervention : en cas de non avertissement des correspondants INRAE, 20 € par jour de retard par rapport au planning ;
- Non réception des rapports de contrôle dans un délai supérieur à un mois suivant l'intervention : une pénalité de 50 € par rapport et par semaine de retard ;
- Non mise en place de l'étiquette de conformité, avec la signalétique de couleur pour conforme / non conforme, après contrôle sur l'équipement : 50€ par semaine et par équipement ;
- Cumul : Les pénalités sont cumulatives.

10. CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET D'INSERTION SOCIALE

Sans objet

11. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Sans objet

12. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le Titulaire qui, à l'occasion du marché, a reçu de l'INRAE communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune des informations qui résultent de l'exécution du marché ou pourraient parvenir à sa connaissance.

Il doit avertir sans délai l'INRAE de toute violation constatée de cette obligation de confidentialité.

La responsabilité du Titulaire pourra être recherchée en cas de manquements aux consignes du fait de son personnel, aussi bien en matière de contrôle des entrées et sorties de personnes, qu'en matière de contrôle des sorties d'objets, matériels, marchandises ou documents de toute nature.

Elle pourra être également recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

Le Titulaire devra faire signer à son personnel une reconnaissance formelle de l'obligation de discrétion.

En cas de non-respect par le Titulaire des règles de confidentialité énoncées ci-dessus, l'INRAE se réserve la possibilité de résilier sans indemnité le marché, sans renoncer au bénéfice du droit à dommages et intérêts pour le préjudice subi.

13. RESPONSABILITES ET ASSURANCES

13.1. Responsabilités

Le Titulaire emploie sous sa seule responsabilité le personnel nécessaire à l'exécution de la mission.

En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations pourrait causer :

- à son personnel, aux agents de l'INRAE ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant à l'INRAE ou à des tiers.

13.2. Assurances

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels aux agents ou à des tiers, aux matériels et aux locaux de l'INRAE ou de tiers à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché.

La garantie devra être illimitée pour les dommages corporels.

Le titulaire s'engage à fournir, avant tout commencement d'exécution et à chaque reconduction expresse du marché, au Représentant du Pouvoir Adjudicateur une attestation de son assurance indiquant la nature et la durée de sa garantie. Le non-respect de cette clause par le Titulaire entraînerait la résiliation du marché, sans aucune indemnité compensatrice pour ce dernier.

En cas d'exigence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, ce dernier est réputé la prendre à sa charge dans son intégralité.

Le Titulaire s'engage à informer expressément l'INRAE de toute modification de son contrat d'assurance.

Tout dégât ou bris de matériel appartenant à l'INRAE, du fait du Titulaire, sera réparé ou remplacé par celui-ci, à ses frais, en accord avec le Directeur des Services d'Appui à la Recherche ou son représentant, dans les huit jours suivant la constatation

14. LITIGES

En cas de désaccord, le représentant du pouvoir adjudicateur apportera une réponse par écrit à la sollicitation du titulaire. Si le différend né à l'occasion de l'exécution du présent marché persiste, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable à leur litige.

A défaut d'accord amiable, le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent. (Tribunal Administratif d'Orléans 28 Rue de la Bretonnerie 45057 Orleans Email : greffe.ta-orleans@juradm.fr Tel : 02.38.77.59.00).

15. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 9.2 du présent marché déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS

L'article 7.1 du présent marché déroge à l'article 10.1.2 du CCAG-FCS

ANNEXE : CLAUSES DE PROTECTION DES DONNEES ET SECURISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION

1. Exigences réglementaires de confidentialité et sécurisation des données applicables au titulaire et ses sous-traitants

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le CCAP. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

1.1. Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI : <http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

1.2. Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA : <http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

1.3. Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,

Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

1.4. Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformations/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

1.5. Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglementeuropeen-protection-donnees>), et plus largement :

Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,

L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée. Si l'étude ne peut être réalisée au stade de l'offre, le titulaire s'engage à la fournir lors de l'exécution du marché et avant mise en production de la solution.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/ce-quil-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-TIC et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.

Le titulaire s'engage, le cas échéant, après notification et avant mise en production de la solution, à contractualiser avec INRAE le contrat de sous-traitance RGPD annexé au marché.

Selon le montant du marché, le contrat RGPD choisi par INRAE sera au choix :

- Le contrat type de sous-traitance RGPD issu de la DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2021/915 DE LA COMMISSION du 4 juin 2021 <https://www.cnil.fr/fr/commande-publique-quel-acteur-est-responsable-au-regard-du-rgpd>
- Le contrat type de sous-traitance RGPD publié par la CNIL <https://www.cnil.fr/fr/sous-traitance-exemple-de-clauses>

2. Engagement du titulaire

2.1. Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Lors des phases de développement, test et recette, ne pas utiliser les données personnelles réelles contenues dans les bases,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

2.2 Sécurisation des prestations et du Système d'Information

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

- Remettre à INRAE, dans le cadre de son offre technique, le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) lié aux prestations du marché ainsi que chacune de ses mises à jour ayant eu lieu pendant la durée du celui-ci.
- Lorsqu'elle est disponible, le titulaire fournit sa politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI).
- Le PAS pourra évoluer pendant la durée du marché afin de présenter a minima les mesures de sécurisation concernant :
- La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
- Les développements spécifiques,
- L'hébergement des données et des services,
- La gestion des incidents de sécurité du titulaire,
- Le maintien en condition de sécurité,
- La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché,
- La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire et notamment fournir sa PAS au même titre que le titulaire.

2.3. Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle

Dans tous les cas, les parties s'engagent, dans le cadre de traitement de données à caractère personnel à des fins de gestion de la relation contractuelle et de l'exécution du présent contrat, à respecter le règlement européen EU 2016/679 (GDPR) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que les lois nationales applicables relatives à la protection des données à caractère personnel.

A des fins exclusives de gestion de la relation contractuelle et d'exécution du présent marché, les parties peuvent collecter, stocker, partager et traiter les données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution du présent marché telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction, identifiants de connexion.

Les parties prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces données. Les parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces données.